RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N.B. : Les documents du Conseil sont de nature délibérative et, conformément à la Politique de transparence du PME, ne sont pas considérés comme des documents publics tant que le Conseil ne les a pas examinés en réunion. Il est entendu que les groupes constitutifs distribueront, à des fins de consultation, les documents du Conseil à leurs membres avant la réunion du Conseil.

1. Aperçu

1.1 Nous traversons la pire crise de l'éducation de notre vie, avec la pandémie de COVID-19 qui perturbe l'éducation de près de 1,6 milliard d'apprenants dans le monde. La pandémie a déjà exacerbé les disparités en matière d'éducation, en particulier pour les filles et les plus marginalisés. Vingt-cinq ans après la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, l'éducation des filles risque de régresser de plusieurs décennies. Plus les écoles restent fermées longtemps, plus les filles sont exposées à des risques accrus de violence sexiste, de mariage précoce et forcé, de grossesse précoce et non désirée, d'exploitation et de traite, pour ne citer que quelques-unes des conséquences décrites dans la lettre ouverte marquant le 25e anniversaire de Beijing. Selon les Nations Unies, jusqu'à 24 millions d'enfants et de jeunes supplémentaires (du préscolaire à l'enseignement supérieur) pourraient abandonner leurs études ou ne pas y avoir accès à l'école l'année prochaine en raison des effets économiques de la pandémie.

1.2 Cela dit, nous savons que nous disposons des outils nécessaires pour atténuer ces reculs possibles. Le PME a agi rapidement pour aider les pays partenaires à planifier et à mettre en œuvre des ripostes à la pandémie. Nous avons ainsi débloqué plus de 500 millions de dollars, sous la forme d'un guichet de financement accéléré COVID-19 de 475 millions de dollars pour les pays et d'un financement mondial de 25 millions de dollars, auxquels s'ajoute un financement pour la préparation d'un plan sectoriel de l'éducation à l'échelle mondiale d'un montant de 8,8 millions de dollars. Les gouvernements des pays en développement utilisent les financements du PME, parallèlement à leurs propres ressources, pour améliorer l'accès au téléenseignement, faciliter la réouverture des écoles dans de bonnes conditions de sécurité et renforcer la résilience de leurs systèmes éducatifs pour répondre aux futures situations d'urgence. Les détails complets du soutien du PME à la crise, y

compris les plans nationaux ainsi que les approbations de financements et l'analyse du portefeuille sont disponibles ici.

1.3 Alors que le monde se concentre à juste titre sur la gestion des effets immédiats de la pandémie sur la santé et la mortalité, nous avons travaillé avec d'autres acteurs pour attirer l'attention sur la crise de l'éducation et avons réussi à susciter l'intérêt des médias mondiaux. J'ai écrit un article avec David Edwards de l'Internationale de l'Éducation, un autre dans le Washington Post, sur l'importance de traiter les enseignants comme des travailleurs de première ligne, et un autre, avec Anne-Birgitte Albrectsen de Plan International et Tiffany Drake de Girls Opportunity Alliance, publié dans The Telegraph, sur les effets de la COVID-19 sur l'éducation des filles. J'ai rencontré The Economist pour analyser les effets dévastateurs des fermetures d'écoles sur les pays en développement, j'ai été interviewée par CNBC Africa et j'ai discuté de la politique de l'éducation post-COVID-19 avec le New Statesman et Al Jazeera. J'ai eu le plaisir de participer à un séminaire sur le financement domestique organise par David Archer d'ActionAid. Je vous encourage à lire la série de blogues du PME sur le financement de l'éducation, qui compte d'intéressants articles de leaders d'opinion du monde entier. J'ai également pris la parole lors de plusieurs réunions des Nations Unies, dont une séance d'information des États membres sur la perturbation de l'éducation et une manifestation parallèle organisée lors du Forum politique de haut niveau. Nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos partenaires multilatéraux sur la riposte à la COVID-19, notamment la campagne Sauvons notre avenir, qui vise à attirer l'attention sur les besoins éducatifs, et la récente note d'orientation du Secrétaire général des Nations Unies. J'ai également pris part à la Coalition mondiale pour l'éducation, dirigée par l'UNESCO. Je souscris pleinement aux propos du Secrétaire général, à savoir que nous avons une opportunité historique de transformer l'éducation. Alors que des approches éducatives innovantes voient le jour avec notre soutien financier, nous avons maintenant l'occasion d'aider nos pays partenaires à développer ces approches et à transformer leurs systèmes éducatifs.

1.4 La transformation est au cœur de nos travaux en cours sur le nouveau plan stratégique. En juin, le Conseil a approuvé une vision, une mission, un but et des objectifs nouveaux, ainsi que la définition de domaines prioritaires. Les consultations se sont poursuivies avec tous les groupes constitutifs en juillet et en août. En septembre, notre attention se concentrera sur la conclusion d'un plan stratégique de haut niveau, la formulation du cri de ralliement pour le plaidoyer en faveur de l'investissement dans l'éducation, les orientations sur la mobilisation de financements et les approches de financement, et les prochaines étapes concernant le nouveau modèle opérationnel. Si les résultats des délibérations du Conseil nous rapprocheront de la finalisation du processus de

planification stratégique, en décembre, ils nous permettront également de conclure un plaidoyer en faveur de l'investissement et de lancer notre campagne de financement.

1.5 2020 a été une année sans autre pareille. D'une part, nous avons déjà atteint des records en termes d'approbations et de décaissement avec plus de 1,12 milliards de dollars approuvés et plus de 835 millions décaissés au 26 août. Ces chiffres devraient augmenter davantage encore d'ici la fin de l'année. En même temps, nous devons tous envisager notre travail quotidien sous un jour nouveau. Le Secrétariat s'est rapidement adapté pour répondre aux exigences du télétravail. Je félicite le personnel pour son ingéniosité et sa recherche de solutions créatives, même si je reste préoccupée par la viabilité à long terme des dispositions actuelles. La réorganisation interne du Secrétariat qui a pris effet au 1er juillet allie nos experts techniques et les responsables pays pour mieux soutenir nos pays partenaires, renforce l'indépendance et le rôle de l'équipe des résultats et de la performance et nous donne plus de moyens et de synergies autour des équipes qui travaillent sur les opérations de financements et la finance. Même s'il reste beaucoup de travail, ces changements structurels donnent au Secretariat les moyens de mettre en œuvre le nouveau plan stratégique. Notre siège européen, à Paris, poursuit également son essor, avec 15 personnes actuellement en poste, et nous prévoyons qu'il en comptera environ 25 d'ici à l'exercice 22. La nouvelle identité visuelle du PME, que je vous ai communiquée récemment, est en cours de lancement. Alors que l'important processus de revue de l'efficacité du Partenariat, centré sur les pays, s'accélère, les préparatifs de la campagne de financement du mois prochain progressent rapidement (voir annexe). Ensemble, ces éléments constituent une base solide pour la poursuite des objectifs de notre nouveau plan stratégique au cours des cinq années à venir et de la campagne de financement.

2. La riposte du PME à la pandémie de COVID

2.1 J'ai approuvé des financements d'un montant total de 432,7 millions de dollars pour aider 54 pays à réagir aux fermetures d'écoles liées au coronavirus et à veiller à ce que les enfants continuent d'apprendre pendant la pandémie. En outre, 20 millions de dollars ont été alloués à une initiative gérée conjointement par l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale qui favorisera les gains d'efficience et l'échange de connaissances aux niveaux régional et mondial. Les méthodes de téléenseignement adoptées par les pays partenaires du PME sont très diverses, mais les trois quarts utilisent la radio, la télévision et des supports imprimés. Ces approches garantissent que les enfants les plus marginalisés – ceux qui n'ont pas accès à l'internet, voire à l'électricité – ne sont pas trop à la traîne. Le PME travaille avec les pays partenaires pour s'assurer que ses financements ciblent principalement les enfants les plus marginalisés, en fournissant par exemple du matériel adapté aux enfants handicapés ou souffrant de difficultés d'apprentissage. Les paragraphes ci-dessous présentent des exemples d'initiatives possibles grâce au guichet de financement accéléré COVID-19.

La rapidité et l'agilité avec lesquelles le PME a créé ce guichet, augmenté le financement à 500 millions de dollars, examiné les propositions de financement et transféré les fonds pour répondre à la demande des pays ont été largement applaudies. Les enseignements tirés du processus de requête et d'approbation contribueront à orienter notre modèle opérationnel. Nous avons aussi pour projet d'évaluer systématiquement ces financements ce qui nous permettra d'adapter nos procédures opérationnelles et de nos financements.

2.2 Grâce à un financement du PME et à l'assistance technique de l'UNICEF, le gouvernement d'**Eswatini** a élaboré un plan d'urgence en matière d'éducation et a rapidement adopté de nouvelles méthodes d'apprentissage utilisant la télévision, la radio et les journaux afin de faciliter l'apprentissage continu à domicile. Le **Timor-Leste** utilise son financement de 3,5 millions de dollars pour élargir la portée de son initiative Eskola Ba Uma (« L'école à la maison »), qui consiste à diffuser à la radio et à la télévision une série d'émissions scolaires dynamiques dont le contenu est également proposé sous forme imprimée. L'**OECO** a rapidement mobilisé les ressources et les partenaires régionaux pour élaborer sa stratégie de riposte et de redressement du secteur de l'éducation face à la COVID-19. Un financement du PME de 3 millions de dollars, alloué aux États membres que sont la **Dominique**, la **Grenade**, **Sainte-Lucie** et **Saint-Vincent-et-les Grenadines**, soutiendra la mise en œuvre du plan d'intervention régional, pour que chaque enfant ait accès à des possibilités d'apprentissage.

2.3 En mai, le **Pakistan** a reçu un financement du PME de 20 millions de dollars, avec la Banque mondiale en tant qu'agent partenaire, pour renforcer la capacité des administrations fédérale et provinciales à répondre à la crise de COVID-19 et à s'en remettre, tout en renforçant la résilience aux menaces futures. Grâce au soutien du PME, le Pakistan pourra promouvoir l'équité dans l'éducation en mettant en place un nouveau système incitant les provinces à investir dans les zones géographiques les plus défavorisées et à encourager de nouveaux modes de prestation des services éducatifs. Le programme du PME devrait bénéficier à au moins 11 millions d'élèves et d'enseignants, dont au moins 50 % de sexe féminin. En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, un financement de 9,4 millions de dollars, avec l'UNICEF en tant qu'agent partenaire, permettra aux enfants des écoles élémentaires, primaires et du premier cycle du secondaire d'accéder au téléenseignement et de retourner à l'école en toute sécurité lorsque les circonstances le permettront, tout en améliorant la résilience du système éducatif aux menaces futures.

2.4 Nous avons noté dans les requêtes de financement des activités innovantes susceptibles d'améliorer l'efficience et l'efficacité à long terme des secteurs de l'éducation. Ainsi, le **Lesotho** est en train de mettre en place un système de rapport par SMS pour collecter des données en temps réel sur les enfants qui retournent à l'école ; le **Kenya** améliore la capacité de son portail Education Cloud

pour rendre le matériel de téléenseignement disponible à 15 millions d'utilisateurs simultanés ; la **Somalie** distribue des baladeurs MP3 préchargés et des tablettes bon marché aux communautés qui ne disposent pas d'un accès à distance ; le **Népal** rend le matériel de téléenseignement accessible aux enfants handicapés en ajoutant des sous-titres, des interprétations et des images.

3. Conclusion

3.1 Les fermetures d'écoles et le choc économique dus à la pandémie de coronavirus menacent l'avenir de toute une génération d'élèves. Si nous n'agissons pas pour protéger l'éducation, le creusement des inégalités poussera des millions d'enfants, en particulier les filles les plus pauvres, hors des salles de classe pour toujours. Le soutien du PME a aidé les pays partenaires à atténuer les effets sur les enfants les plus vulnérables et à protéger les acquis du développement. Mais il faudra beaucoup plus pour que les enfants puissent retourner à l'école rapidement et en toute sécurité. La réouverture des écoles envisagée par les pouvoirs publics offre une réelle occasion d'améliorer la situation, de développer l'innovation et de s'attaquer aux inégalités qui persistent dans l'éducation.

3.2 Nous disposons d'un volume croissant de données sur les mesures permettant d'améliorer l'éducation et nous savons également que des systèmes éducatifs résilients et adaptables sont essentiels dans un monde incertain. En réunissant les partenaires et les financements, le PME est idéalement placé pour exploiter cette opportunité historique pour transformer les systèmes éducatifs et changer la vie de millions d'enfants à travers le monde. Je tiens à vous remercier pour votre engagement et je me réjouis à la perspective de poursuivre notre étroite collaboration en ce temps de crise sans précédent.

ANNEXE A

Campagne de financement du PME

1.1 La campagne mondiale de financement du PME sera lancée fin septembre ou début octobre, et les lancements nationaux interviendront dans les capitales des pays donateurs au cours des semaines suivantes. Cette campagne se conclura à la mi-2021 par une conférence d'annonce de contributions. L'approche adoptée tient compte des limitations imposées aux déplacements et des mesures de confinement, et prévoit un scénario pessimiste (confinement et conférence virtuelle d'annonce de contributions) et un scénario plus optimiste, en cas de réouverture de certains pays au début de 2021.

1.2 Immédiatement après la réunion du Conseil, ses décisions et orientations concernant la mobilisation et l'allocation de financements pour le Plan stratégique du PME 2025 seront intégrées dans les documents de la campagne, y compris le plaidoyer en faveur de l'investissement dans l'éducation, et les dispositions finales en vue de son lancement seront confirmées.

1.3 La campagne de financement, présentée au Conseil en décembre 2019, a quatre objectifs :

Objectif 1 : Accroître sensiblement le financement du Fonds du PME pour permettre à ce dernier d'apporter un meilleur soutien aux PDP (« reconstitution des ressources » du Fonds du PME)

Objectif 2 : Diversifier la base des contributeurs au PME pour assurer la sécurité financière à long terme du Partenariat, démontrer la portée mondiale de son action et éviter qu'il ne dépende que d'un groupe restreint de bailleurs (un autre élément de la « reconstitution des ressources » du Fonds du PME)

Objectif 3 : Mobiliser des financements intérieurs plus nombreux et de meilleure qualité pour l'éducation

Objectif 4 : Catalyser des financements extérieurs plus nombreux et de meilleure qualité pour l'éducation, et veiller à leur concordance avec les systèmes et les plans nationaux

1.4 Les objectifs 3 et 4 jouent un rôle capital dans la vision globale de la transformation du financement de l'éducation dans les pays en développement, et l'opportunité politique de la campagne de reconstitution des ressources du PME sera saisie pour atteindre ces objectifs. Toutefois, les orientations fixées pour le cadre de mobilisation et d'allocation de financements et le modèle opérationnel pour la mise en œuvre du Plan stratégique du PME 2025 permettront de pérenniser ses effets. La campagne de financement visera à obtenir des bailleurs des annonces de contribution sur

cinq ans pour reconstituer les ressources du Fonds du PME et mettre en œuvre le nouveau Plan stratégique 2025.

1.5 Si les conditions préalables au succès de la campagne[i] restent valables – et la situation progresse bien sur chacune d'elles – le changement radical de l'environnement dû à la pandémie de COVID-19 a eu une incidence majeure sur la réflexion et la planification. Les principaux défis à relever sont le financement – intérieur et extérieur – de l'éducation et les réalités de la mise en œuvre de la campagne dans un environnement confiné. Il est urgent de placer l'éducation au premier plan de la réaction des pouvoirs publics à la COVID et le Secrétariat a intensifié la collaboration avec ses partenaires pour souligner la nécessité de protéger les investissements dans l'éducation. Il a notamment mené une campagne collective lancée début août sous le titre « Sauvons notre avenir » en parallèle avec la nouvelle note d'orientation du Secrétaire général des Nations Unies sur l'éducation pendant et après la crise Covid-19.

1.6 La campagne de financement suivra deux voies parallèles : la promotion de la visibilité mondiale et régionale pour valoriser la marque PME en tant qu'organisme de soutien aux efforts nationaux auprès des pays donateurs prioritaires. La démonstration d'un large soutien communautaire en faveur de l'augmentation des investissements dans le PME, grâce à la sensibilisation de la société civile et au soutien de personnes influentes, pour faciliter la prise de décisions politiques favorables.

1.7 Les discussions avec des **coorganisateurs** potentiels (dirigeants d'un gouvernement donateur important et d'un gouvernement de pays en développement important) sont bien avancées et il est prévu que les dirigeants s'engageront à accueillir la conférence dans les prochaines semaines.

1.8 Une **campagne de communication créative** a été élaborée dans le but d'influencer les décideurs financiers en attirant l'attention sur l'énorme soutien manifesté à la vision du PME, selon laquelle chaque enfant devrait bénéficier d'une éducation de qualité. Le slogan de la campagne, « ***Levez la main*** », représente un simple appel à l'action que la majorité des gens peuvent comprendre comme un geste évoquant un contexte scolaire et une marque d'engagement. La campagne bénéficiera de la participation de champions et de partenaires de plaidoyer et sera adaptée aux différents marchés. Elle a été conçue pour pouvoir être organisée exclusivement en ligne, si nécessaire.

1.9 Les membres du Conseil seront informés du lancement de la campagne et bénéficieront d'un soutien en matière de communication afin de renforcer les arguments en faveur de l'investissement dans l'éducation par le biais du PME. Vos questions et suggestions sont les bienvenues et peuvent être adressées aux directeurs des Relations extérieures, Geoff Adlide et Charlie Tapp.

[i] Conditions préalables au succès de la campagne de financement (présentées au Conseil en décembre 2019 et mai 2020) :

- Plan stratégique audacieux et convaincant, plein d'ambition, disponible en temps voulu
- Mise en avant des résultats
- Capacité de déplacer des liquidités (réseau et décaissements)
- Enseignements tirés des campagnes précédentes
- Identification d'hôtes puissants et influents, et de champions
- Plaidoyer en faveur de l'investissement comprenant des objectifs raisonnables et des indicateurs tenant compte des volumes d'investissement (plus d'argent = plus de réalisations)
- Progrès et réformes dus à la revue de l'efficacité du Partenariat